Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Dossier 12 | 2009

Identités, patrimoines collectifs et développement soutenable

Editorial: Identités, patrimoines collectifs et développement soutenable

Martino Nieddu, Olivier Petit et Franck-Dominique Vivien

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8126>

DOI : 10.4000/developpementdurable.8126

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Martino Nieddu, Olivier Petit et Franck-Dominique Vivien, « Editorial: Identités, patrimoines collectifs et développement soutenable », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 12 | 2009, mis en ligne le 16 avril 2009, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8126> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.8126>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Editorial: Identités, patrimoines collectifs et développement soutenable

Martino Nieddu, Olivier Petit et Franck-Dominique Vivien

- ¹ Le développement soutenable est souvent appréhendé par le biais des problématiques de la transmission d'héritages et de patrimoines entre générations : éléments qui nous ont été légués par les générations précédentes, certains étant visibles, d'autres invisibles, certains voulus, d'autres non désirés, constitués de traits culturels, d'institutions, d'infrastructures, d'impacts environnementaux, de pollutions de longue durée, etc., mais aussi éléments offrant des capacités à produire du bien-être qu'il convient de léguer aux générations futures. L'économiste et, à sa suite, nombre de commentateurs traduisent rapidement cette problématique en usant de la catégorie fort extensible de capital : capital technique, capital humain, capital social, capital naturel... La question étant alors de savoir s'il est souhaitable et possible ou non de se passer de certains de ces types de capitaux au profit des autres. On aura reconnu là l'opposition, désormais bien connue, entre les modèles de « soutenabilité faible » et de « soutenabilité forte » (Neumeyer, 2003). Pour heuristique que puisse être, au premier abord, cette distinction, elle ne peut constituer l'alpha et l'oméga de la problématisation du développement soutenable. Le rapprochement opéré entre patrimoine et capital tend par ailleurs à ramener la question patrimoniale à sa dimension individuelle alors que ce qui se joue est essentiellement d'essence collective. En outre, la distinction entre soutenabilité faible et forte a d'ailleurs focalisé l'attention des économistes jusqu'au milieu des années 1990 et ne se situe plus au centre des débats depuis une dizaine d'années, ayant cédé la place dans une large mesure à des discussions sur la mesure (indicateurs de soutenabilité), l'opérationnalisation et l'institutionnalisation du développement soutenable. Pour autant, il importe, selon nous, que la notion de patrimoine collectif ne disparaisse pas du champ de l'analyse. Il convient même d'en faire un chantier conceptuel majeur pour les sciences de l'homme et de la société (SHS) qui se penchent sur les questions de développement soutenable et de territoires. La notion de patrimoine collectif est en effet indissociable d'un

questionnement sur les territoires, et par voie de conséquence sur les communautés humaines qui fondent leur identité sur le rapport qu'elles entretiennent avec les territoires.

- 2 C'est le sens de ce dossier, qui fait suite à l'organisation d'un atelier dans le cadre du colloque « Identité et espace » qui s'est tenu à l'Université de Reims Champagne Ardenne en novembre 2006. Cet atelier s'inscrivait dans le prolongement d'un programme de travail lancé en 2000 par un groupe d'économistes rémois (Nieddu, 2004 ; Barrère *et al.*, 2005, 2007) autour de la notion de patrimoine, un programme mené dans une double démarche, à la fois pluridisciplinaire et disciplinaire. Pluridisciplinaire d'abord puisque la notion de patrimoine est complexe et interpelle les chercheurs des différentes disciplines de sciences sociales. Le patrimoine est un ensemble d'éléments symboliques et matériels qui font qu'une communauté humaine s'inscrit dans le temps et dans l'espace. Le patrimoine est, pour reprendre les termes d'André Micoud (2005), ce qui nous relie, il est donc l'expression même de la relation sociale ou, tout du moins, d'un certain type de relations sociales. Rien d'étonnant donc à ce que les divers spécialistes des SHS aient à interpréter cette relation patrimoniale. Mais il convient d'aller plus loin encore. Au-delà de la simple juxtaposition de regards disciplinaires, cette recherche a permis de mettre au jour ce que Michel Serres (1972, p. 157) appellerait des « inter(é)férences » entre disciplines, à savoir comment certaines théorisations passent d'une discipline à l'autre, y font parfois des allers et retours et parviennent à adosser un champ scientifique à un autre. Il n'est pas rare que ces nomadismes conceptuels donnent naissance à des communautés épistémiques qui sont d'autant plus puissantes – y compris quand elles interviennent dans des technologies de gouvernement – qu'elles sont ignorantes d'elles-mêmes. La notion de patrimoine fournit un bon exemple de ces troublantes dynamiques socio-épistémologiques. Ainsi la doctrine juridique française veut que ne soient considérés comme patrimoine que des objets susceptibles d'une opération de cession marchande (Fortunet, 2005), ce qui fait parfaitement écho au cadre d'analyse économique standard qui, comme nous l'avons déjà évoqué, entend réduire la notion de patrimoine à celle de capital. C'est là qu'apparaît le versant disciplinaire du programme de recherche des économistes rémois, à travers un travail d'analyse économique qui vise à élaborer une économie patrimoniale. L'engagement d'un objet ou d'une institution dans une relation patrimoniale est une façon d'allouer des ressources rares en vue d'un impératif de reproduction d'une communauté, de son identité et de ses moyens de subsistance. Il s'agit donc bien d'économie, au sens que Karl Polanyi (1975) donne à l'économie substantive. Un même objet peut, selon les situations ou simultanément, être engagé dans une relation marchande en tant que capital et être engagé dans une relation patrimoniale et donc « géré comme un patrimoine ». C'est cette « gestion comme un patrimoine » qui interdit de confondre les concepts de capital et de patrimoine.
- 3 Ce projet théorique d'économie patrimoniale fait écho aux préoccupations d'autres économistes versés dans les questions de gestion de ressources naturelles (Petit, 2009). Il a néanmoins une perspective analytique beaucoup plus large que cela. Il existe en effet dans toute société et dans maints domaines des enjeux d'allocation de ressources destinées à la formation de patrimoines collectifs (des compétences partagées au sein d'un secteur industriel, par exemple) ainsi qu'à l'identification de ressources patrimoniales libres et à leur transformation en ressources appropriables collectivement ou individuellement (voir Nieddu, 2007). Si l'on considère que le

développement soutenable ne concerne pas que les questions environnementales, mais aussi les questions économiques et sociales, il est possible de tirer de ce programme de recherche des éléments qui permettent d'outiller une analyse des régulations sectorielles et territoriales, indispensables pour ne pas réduire le développement soutenable à une démarche normative et moralisatrice (Nieddu, Vivien, 2008).

- 4 Le patrimoine interroge à la fois l'être et l'avoir. Les questions d'identités y sont centrales. Les articles de ce dossier posent, chacun à leur façon, la question du développement soutenable sous cet angle particulier : par qui est-il « soutenu » et pour qui ? De fait, quelle place l'analyse du développement soutenable doit-elle faire aux identités des acteurs, identités dont on sait qu'elles peuvent être multiples ?
- 5 Penser la soutenabilité des territoires et même tout simplement penser le territoire impose de poser son lien avec les concepts de patrimoine et d'identité. Denis Requier-Desjardins nous livre une relecture originale de la pensée de Kevin Lancaster du côté de l'économie de production, ce qui le conduit à montrer que seul le passage par la qualification des actifs dans les processus de production, et donc par la caractérisation de leur identité et des patrimoines collectifs engagés dans ces processus, permet de donner un statut théorique à la notion de territoire en économie. Ni le patrimoine, ni les identités ne sont donnés *a priori* : ils sont indissociables de l'action de groupes localisés qui construisent la patrimonialisation de certaines ressources exclusives.
- 6 Le travail de Jean-Michel Sourisseau et Perrine Burnod montre, à partir de l'étude du cas mahorais, comment les mouvements de patrimonialisation se combinent en permanence avec les processus de construction de relations marchandes, qui reposent sur la construction d'une abstraction : celle d'une relation égalitaire entre deux coéchangistes, considérés de façon anonyme et désencastrés de toute autre relation sociale. Cette hybridation toujours instable entre marché et réciprocité fait que les incitations marchandes et les processus marchands observés prennent des formes inattendues. Ces observations produisent un résultat robuste que les théoriciens de l'économie patrimoniale défendent de plus en plus ouvertement, à savoir que les politiques publiques doivent quitter le terrain de la problématique mono-causale de l'incitation marchande pour intégrer l'hybridation des institutions et des comportements marchands et patrimoniaux. Ces politiques et les analyses qui s'y rattachent doivent notamment reconnaître, à la suite de George Akerlof et Rachel Kranton (2002), que la préservation de l'identité, premier des choix qu'un individu rationnel est sensé devoir faire dans un monde réel, affecte le cœur du programme de l'économiste, à savoir l'allocation des ressources. Le défi théorique consiste donc davantage à penser cette hybridation qu'à chercher à substituer un cadre de référence à un autre.
- 7 Documenter ces hybridations et les espaces intermédiaires qui en résultent sur des cas concrets est un défi. Celui-ci est relevé par Pierre-Antoine Landel et Nicolas Senil dans leur étude consacrée aux pôles d'excellence ruraux. L'analyse des projets de développement leur permet de proposer une interprétation de la notion de développement soutenable comme forme intermédiaire entre un mode de développement productiviste et un mode de développement qu'ils qualifient de patrimonial. Reprenant implicitement la définition du patrimoine d'Olivier Godard (1990), comme la recherche d'une prise du pouvoir sur l'avenir, et la vision de John Commons d'une dynamique des comportements fondée sur la « futurité », ils

identifient trois logiques de projection dans l'avenir : logiques d'opportunité (à court terme), d'adaptation (à moyen terme) et de durabilité (à long terme).

- 8 Ces trois premiers textes qui ouvrent le dossier sont destinés à être complétés par la suite par d'autres travaux sur les relations entre identités, patrimoines collectifs et développement soutenable. Gageons qu'ils sauront susciter un débat que les futurs contributeurs de la revue Développement durable et territoires sauront saisir sous une variété d'angles, d'approches et de terrains.

BIBLIOGRAPHIE

Akerlof G., Kranton R., 2002, « Identity and Schooling : Some Lessons for the Economics of Education », *Journal of Economic Literature*, Vol. 40, n°4, pp. 1167-1201.

Barrère C., Barthélemy D., Nieddu M., Vivien F.-D. (dir.), 2005, *Réinventer le patrimoine. De la culture à l'économie : une nouvelle pensée du patrimoine ?*, Paris, L'Harmattan.

Barrère C., Barthélemy D., Nieddu M., Vivien F.-D. (dir.), 2007, « Economie du patrimoine », *Économie appliquée*, t. LX, n°3, septembre.

Barthélemy D., Nieddu M., Vivien F.-D., 2004, « Externalités ou production de patrimoines ? Les enseignements de travaux récents sur l'agriculture et l'environnement », *Géographie, Economie, Société*, Vol. 6, n°3, pp. 331-352.

Fortunet F., 2005, « Patrimoine et identité : approches juridiques », in : Barrère C. et al., *Réinventer le patrimoine*, Paris, L'Harmattan, pp. 71-80.

Godard O., 1990, « Environnement, modes de coordination et systèmes de légitimité : analyse de la catégorie de patrimoine naturel », *Revue économique*, Vol. 41, n°2, pp. 215-241.

Micoud A., 2005, « La patrimonialisation ou comment redire ce qui nous relie (un point de vue sociologique) », in : Barrère C. et al., (dir.), *Réinventer le patrimoine. De la culture à l'économie : une nouvelle pensée du patrimoine ?*, Paris, L'Harmattan, pp. 81-107.

Neumayer E., 2003, *Weak versus Strong Sustainability. Exploring the limits of two opposing paradigms*, Cheltenham, Edward Elgar, 2d Edition.

Nieddu M. (dir.), 2004, « Patrimoines, ordres et dynamique du capitalisme », *Géographie, Economie, Société*, Vol. 6, n°4.

Nieddu M., 2007, « Revisiter l'économie du service à partir de la théorie économique du patrimoine », in : Heurgon E., J. Landrieu (dir.), *L'économie des services pour un développement durable : nouvelles richesses, nouvelles solidarités*, Paris, L'Harmattan, pp. 184-195.

Nieddu M., Vivien F.-D., 2008, « Le développement soutenable : d'une nouvelle façon de produire à un art de vivre ? Une lecture des approches régulationnistes », *Communication au colloque international : « La problématique du développement durable vingt ans après : nouvelles lectures théoriques, innovations méthodologiques et domaines d'extension »*, Université de Lille 1, 20-22 novembre.

Petit O. (dir.), 2009, « La mise en patrimoine de l'eau », *Mondes en développement*, n°145.

Polanyi K., 1975, « L'économie en tant que procès institutionnalisé », in : Arensberg C.M., H.W. Pearson, K. Polanyi (dir.), *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la pensée*, trad. fse, Paris, Larousse, pp. 239-260.

Serres M., 1972, *Hermès II. L'interférence*, Paris, Éditions de Minuit.

INDEX

Keywords : Economics of Heritage, heritage, Identity, sustainable development

Mots-clés : développement durable, économie du patrimoine, identité, patrimoine

AUTEURS

MARTINO NIEDDU

Martino Nieddu est économiste, Maître de Conférences à l'Université de Reims Champagne-Ardenne où il effectue ses recherches au sein du laboratoire OMI (Organisations Marchandes et Institutions, EA 2065). martino.nieddu@univ-reims.fr

OLIVIER PETIT

Olivier Petit est économiste, Maître de Conférences à l'Université d'Artois où il effectue ses recherches au sein du Centre EREIA (EA 4026, Université d'Artois). Il est par ailleurs chercheur associé au CLERSE (UMR 8019 CNRS-Univ. Lille 1) et membre de res-eau-ville (GDR 2524, CNRS). olivier.petit@univ-artois.fr

FRANCK-DOMINIQUE VIVIEN

Franck-Dominique Vivien est économiste, Maître de Conférences à l'Université de Reims Champagne-Ardenne où il effectue ses recherches au sein du laboratoire OMI (Organisations Marchandes et Institutions, EA 2065). fd.vivien@univ-reims.fr